



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2992  
5 décembre 2025  
1,50 € • DOM : 2€



Le journal  
**d'Arlette Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

# Service militaire, enfants sacrifiés... Galonnés cherchent chair à canon!



Macron passant en revue les élèves d'un lycée militaire à Varcès le 25 novembre.

**ArcelorMittal**  
**Nationaliser ou  
exproprier ?**

Page 15

**Fiscalité**  
**Les plus riches  
sont choyés**

Page 3

**Venezuela**  
**Les menaces  
de Trump**

Page 16



**Leur société**

- Fiscalité : la classe capitaliste choyée 3
- Assurance chômage : allocataires en ligne de mire 3
- Sécurité sociale : comédie autour du budget 3
- Service militaire : en avant pour le bourrage de crâne 4
- Munitions immergées... et toujours nuisibles 4
- Allons Z'enfants 4
- Antisémitisme : un fléau et son utilisation 5
- Médias : liberté d'expression... des puissants 5
- Grande cause santé mentale : "cause toujours" 6
- Fauteuils roulants : le remboursement, un minimum ! 6
- Téléphone interdit au lycée : les vrais problèmes attendront 6
- Grande distribution : les prédateurs se rencontrent 7
- Banques alimentaires : qui alimente la pauvreté ? 7
- Carburants : le bal des tartuffes 7
- Nos lecteurs écrivent : arnaque à la mobilité 7
- Surpêche : le maquereau, espèce menacée ? 11
- Vol Rio-Paris : lenteurs de la justice 11
- Pauvres patrons 11
- Énergie : la baisse du gaz s'évapore 12

**Dans le monde**

- Ukraine : l'après-guerre aussi peut rapporter gros 8
- Ventes d'armes : les profiteurs de guerre 8
- Cisjordanie : guerre et épuration ethnique 9
- Fonds marins : la raison du plus fort 9
- Autriche : patrons et gouvernement passent à l'offensive 10
- Sida : les aides reculent, la mort progresse 10
- Venezuela : menaces guerrières 16
- Honduras : Trump et son ami le trafiquant 16

**Dans les entreprises**

- Hôpital de Riom : une destruction organisée 12
- Faillites record : les patrons protégés 12
- Dassault - Cergy : visite commerciale à l'usine 12
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 12
- Caterpillar 13
- Auchan-Intermarché 13
- Airbus Helicopters Marignane 13
- La Poste - Île-de-France 14
- CGI - Bordeaux 14
- Air France 14
- ArcelorMittal : nationaliser ou exproprier ? 15

# Galonnés cherchent chair à canon!

Trente ans après la fin de la conscription obligatoire, Macron veut rétablir le service militaire. Ce sera un service de dix mois, après quoi les jeunes devront servir dans la réserve opérationnelle pendant cinq ans et seront les premiers mobilisés en cas de guerre.

Cette fois, ni le gouvernement ni l'armée ne parlent de « brassage social ». Une solde de 800 euros attirera évidemment d'abord et surtout les jeunes des classes populaires.

Il ne s'agit pas, non plus, de leur apprendre un métier. Le but affiché est de fournir de la chair fraîche à l'armée face aux menaces qui pèseraient sur le pays. C'est une étape supplémentaire dans la marche à la guerre.

Pour l'instant, ce service est au volontariat. Mais combien de temps cela durera-t-il ? Déjà certains politiciens et chefs d'état-major regrettent que ce service ne soit pas obligatoire et que ces futurs soldats ne puissent pas être envoyés en opérations extérieures.

Dans un discours très martial, Macron a demandé aux jeunes de se tenir « prêts à se lever pour la patrie ». À la différence du général Mandon, il n'a pas ajouté qu'ils devaient se tenir prêts à mourir, mais c'est bien l'idée !

Cet appel peut susciter des vocations. Car c'est une qualité de la jeunesse d'être capable de s'engager par générosité et idéalisme pour une cause qui la dépasse. Et l'idée qu'il faut défendre les siens en fait partie.

Mais quand nos dirigeants appellent à défendre la patrie, ils ne pensent pas à défendre la veuve et l'orphelin mais leur ordre social injuste et inégalitaire.

Ils ont toujours le mot « patrie » à la bouche. Mais où est la patrie pour les travailleurs quand les plus riches ont tous les droits, celui d'exploiter la classe ouvrière et de la maintenir dans le besoin, celui d'échapper à l'impôt et, bien souvent, à la loi ?

Peut-on parler de patrie quand des centaines de milliers de personnes sont mal logées ou sans domicile fixe, alors qu'il existe des centaines de milliers de logements vacants ? Quand une partie de la population est soumise aux discriminations et au racisme qu'attisent nos dirigeants ?

Des milliers de jeunes, en danger dans des familles maltraitantes, sont abandonnés par la justice et les services sociaux privés de moyens. D'autres, exclus précocement de l'école, sont

livrés au désœuvrement et aux trafics de drogue dans des quartiers minés par la pauvreté, le chômage, et désertés par les services publics. Ils devraient se transformer en soldats pour défendre cette patrie qui n'a rien fait pour eux, sauf les enfoncer dans la galère ?

La patrie, dont Macron et les politiciens nous rebattent les oreilles, est celle des milliardaires, non celle des travailleurs et de leurs enfants.

Tous les jours, le courage et l'abnégation des Ukrainiens sont donnés en exemple de ce qu'il faut faire pour défendre sa patrie.

Mais que peuvent penser les soldats ukrainiens qui ont souffert et sacrifié presque quatre ans de leur vie à faire la guerre, quand ils voient Trump et les puissances européennes se partager avec Poutine les richesses de leur pays ? Quand leur pays, en partie détruit et endetté pour des générations, est devenu complètement dépendant des Occidentaux ?

Que pense la population ukrainienne privée d'électricité et livrée au froid glacial, quand elle découvre que des dirigeants proches de Zelensky ont détourné d'énormes sommes des entreprises énergétiques publiques déjà éprouvées par les bombardements russes ?

Comme l'a écrit Anatole France après la Première Guerre mondiale, « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les profits des industriels. »

Il n'y a aucune confiance à avoir dans des dirigeants qui passent leur temps à attaquer nos conditions d'existence, nos droits au travail, à la santé, à l'éducation. Aucune

confiance à avoir dans des dirigeants qui ont fomenté une multitude de guerres pour défendre les intérêts des capitalistes et leur domination sur des pays, voire des continents.

Aujourd'hui encore, la campagne belliqueuse contre une Russie qui menacerait la France, alors que son armée ne parvient même pas à Kiev, est de la propagande mensongère.

Ce n'est pas en s'alignant derrière les politiciens bourgeois, leur État et leur armée que l'on défendra la justice, le droit des peuples et ceux des travailleurs. Les jeunes qui veulent se battre pour de justes causes doivent regarder dans la direction opposée et s'engager derrière les idées révolutionnaires et internationalistes pour renverser l'ordre social actuel et construire un nouveau monde.

Nathalie Arthaud





# Fiscalité : la classe capitaliste choyée

Lundi 1<sup>er</sup> décembre, le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO) a publié un rapport qui décrit la fiscalité du patrimoine en France comme étant « complexe et inégalitaire ».

De la taxe foncière à l'impôt sur la fortune immobilière, des droits de succession aux frais sur les transactions immobilières, la fiscalité du patrimoine a fait rentrer en 2024 dans les caisses de l'État 113,2 milliards d'euros, une somme à comparer aux impôts acquittés spécifiquement par les salariés et les plus pauvres au travers de la TVA (180 milliards) ou des impôts sur le revenu (120 milliards).

Que cette fiscalité du patrimoine soit inégalitaire est un fait que même le CPO, un organisme rattaché à la Cour des comptes présidée par l'ancien socialiste Pierre Moscovici, ne peut cacher. En matière de patrimoine, qu'il soit immobilier comme des appartements, des maisons ou des terrains,

ou mobilier comme des actions, les 1 % les plus riches du pays, 400 000 foyers fiscaux, possèdent à eux seuls 27 % de la richesse nationale. Cette concentration de la richesse a depuis plusieurs décennies tendance à augmenter, notamment au travers de l'héritage que les enfants de la bourgeoisie reçoivent de la fortune accumulée par leurs parents ou leurs grands-parents. La « méritocratie » sauce Macron se résume en fait à un sport, celui de l'optimisation fiscale, un sport de riches car, pour bien des travailleurs, l'héritage se résume à celui d'une maison ou d'un appartement laborieusement acquis, si ce n'est celui des dettes de leurs parents.

Ce que souligne une nouvelle fois ce rapport, c'est que



plus les riches sont riches, moins ils payent d'impôts. Ainsi une étude de 2023 a montré que le taux d'imposition sur l'ensemble des revenus des 70 ménages les plus riches du pays, autrement dit les grandes familles bourgeoises, les Arnault, Bolloré, Mulliez, Dassault et leurs rejetons..., était de 20 %, soit moins que celui du reste de la population. C'est que ces capitalistes ne tirent pas leurs

revenus d'un salaire mais pour beaucoup de plus-values immobilières, d'opérations financières au travers de leurs multiples sociétés et de spéculations diverses. Et ils disposent d'une armée de fiscalistes sachant utiliser les niches fiscales inventées pour leur permettre d'échapper aux impôts...

Le CPO a dit vouloir s'en prendre « en priorité » aux successions et aux donations.

La droite a poussé des cris, dénonçant la volonté de la Cour des comptes de taxer les plus riches. En réalité, les mesures avancées par le CPO peuvent viser tout le monde, comme celles à l'encontre de ceux qui ont mis les économies de toute leur vie dans un livret A par exemple. On peut être certain que, parmi ces « propositions », celles qui feront payer les plus pauvres, les plus nombreux, et celles qui aideront les capitalistes ont le plus de chances d'être retenues. Ainsi, le rapport pointe les taxes sur les transactions immobilières, qui « renchérissent le prix de vente des biens, réduisent la liquidité du marché immobilier, en freinant la mobilité résidentielle et professionnelle ». Correctement interprétée, cette observation pourra faire le bonheur des spéculateurs immobiliers.

Serge Benham

## Assurance chômage : allocataires en ligne de mire

Le gouvernement vient de suspendre jusqu'à fin janvier le projet de réforme de l'assurance chômage qui visait à économiser de 2 à 2,5 milliards d'euros par an sur l'indemnisation des chômeurs.

Cette suspension, concédée aux directions syndicales, n'est qu'un délai de grâce. Certains syndicats présentent ce geste comme

une victoire, il apparaît surtout comme une manœuvre du gouvernement pour aboutir à une nouvelle attaque féroce contre les

chômeurs. En effet, il attend que les syndicats et le patronat se mettent d'accord d'ici fin janvier pour réduire eux-mêmes, d'au moins 400 millions d'euros par an, les indemnités touchées par les chômeurs dans le cas d'une rupture conventionnelle ou d'un contrat court.

400 millions c'est « moins pire » que 2,5 milliards. C'est ce qui fait dire au secrétaire confédéral de Force ouvrière qu'il s'agit d'une « victoire ». Son homologue de la CGT est moins fanfaron mais prétend malgré tout que les confédérations syndicales ont « réussi à empêcher » le projet du gouvernement.

Or, ce n'est pas vrai. Le représentant du syndicat patronal des petites entreprises U2P, pourtant un des représentants patronaux ayant le plus collaboré avec les syndicats sur cette affaire, a lui-même déclaré que 400 millions demandés aux chômeurs étaient « le minimum du minimum ».

Quant au Medef, il est

carrément contre cette suspension car elle va « complètement à contresens de la valeur travail et de cette impérieuse nécessité de travailler plus », a dit son dirigeant Patrick Martin. Or le Medef, par son poids dans les négociations sur l'assurance chômage, a à lui seul un droit de veto et peut s'opposer à tout nouvel accord. Pour finir, il n'a même pas encore confirmé qu'il participerait à ces nouvelles négociations.

Il est donc très probable que le gouvernement, après avoir laissé les directions syndicales palabrer sans succès, reprenne la main fin janvier et réimpose son projet initial.

Pierre Royan

## Sécurité sociale : comédie autour du budget

Mardi 2 décembre, les députés devaient reprendre la discussion sur le budget de la Sécurité sociale. D'après les ministres, faute d'accord avant le 9 décembre, les finances publiques pourraient perdre vingt ou trente milliards, on ne sait trop comment.

On sait, en revanche, que la politique suivie depuis des dizaines d'années et qui a conduit à la fermeture de services, de lits et de maternités, au manque criant et constant de personnel dans la santé, sera poursuivie. On sait que les mesures déjà prises sur les franchises médicales, les remboursements, la moindre couverture pour les affections longue durée,

seront poursuivies et, tout de suite ou plus tard, aggravées. On sait que l'âge de départ en retraite sera reculé, que le nombre d'annuités pour que la pension soit complète sera augmenté, que les pensions diminueront, tout de suite ou plus tard. On sait que telle est la volonté du grand patronat, exécutée gouvernement après gouvernement, quelles que soient leurs promesses et leur couleur politique.

Les empoignades publiques et les accords privés entre parlementaires, particulièrement entre les députés PS et le gouvernement, ne portent pas sur la Sécurité sociale mais sur les voies et les moyens d'assurer la

continuité politique avec le moins de secousses possibles. Cette continuité, souhaitée par le grand patronat, semble salubre, ne serait-ce que pour conserver leur siège aux élus du PS jusqu'aux macronistes et à la droite. Le seul problème étant de réussir à étrangler les travailleurs sans susciter trop de réactions.

Jusque-là, le si bien nommé jeu parlementaire a fonctionné, l'ordre est respecté, les profits rentrent, les travailleurs prennent les coups. Il en est juste sorti un dégoût de plus en plus grand, et parfaitement justifié, pour un tel système politique.

Paul Galois





## Service militaire : en avant pour le bourrage de crâne

**Jeudi 27 novembre, Macron a proclamé la création d'un « service national purement militaire qui peut engager toute une génération ».**

Macron s'inscrit dans une campagne bien rodée, quelques jours après l'exhortation du général Mandon à « accepter de perdre ses enfants » et « souffrir économiquement ». L'omniprésence des généraux et hauts gradés, depuis des mois, sur les plateaux de télévision, les ondes et les réseaux ne doit rien au hasard. Aux micros qui leur sont tendus, galonnés et politiciens (quand ce ne sont pas les deux à la fois) agitent le chiffon rouge de la menace étrangère, en particulier russe, pour mieux tenter de faire accepter l'effort de guerre. Tous exigent des augmentations du budget et des effectifs de l'armée. Mieux, ils désirent avoir l'assentiment de la population en vue de ces sacrifices : sous forme de coupes dans les hôpitaux, écoles

et autres services utiles et, in fine, de vies sacrifiées. Le budget de l'armée a déjà doublé en dix ans, passant de 32 milliards en 2017 à 64 milliards prévus en 2027.

Avec son service militaire, Macron vise les jeunes des milieux populaires qui percevraient une solde de 800 euros par mois alors que le chômage des 18-24 ans crève le plafond (18,3 % soit 633 000 jeunes en 2024). Pour l'heure, il s'agit d'un objectif plus politique que militaire. Christophe Gomart, général et député européen LR, estime ainsi que, avec 0,03 % concerné d'une classe d'âge estimée à 800 000 jeunes, « ça ne change pas la donne [...] mais dans le cadre d'un réarmement moral d'un pays ça [lui] semble une bonne chose ».

Et si, dans un premier temps, il s'agit d'un petit nombre de volontaires, Macron prévient déjà que, « en cas de crise majeure », ce service militaire et universel « deviendrait obligatoire ».

Au-delà de la propagande qui s'intensifie depuis des mois, le but est de préparer une mise au pas de la population en vue de futures guerres. Les bourgeois français, comme les autres, sont bien conscients que, sur fond de crise et de tensions croissantes, la guerre commerciale est susceptible de tourner à la guerre tout court.

Macron et d'autres présentent comme l'une des vertus de l'armée l'apprentissage de la discipline. Car, pour eux, il faudrait que les jeunes apprennent à se soumettre aux généraux, tout comme ils sont sommés d'obéir aux patrons à l'usine.



La jeunesse, comme le reste de la population, aura effectivement besoin d'armes à l'avenir, mais pas celles des prétendues valeurs de la République française. Elle aura besoin de la conscience que la classe ouvrière, qui produit toutes les richesses, est la seule force sociale capable d'en finir avec cette société

d'oppression, d'inégalités et de guerres que l'on voudrait, en plus, lui faire défendre au prix de sa vie.

Quant aux fusils, drones et explosifs, les jeunes devront apprendre que pour en finir avec les guerres la seule issue est de les retourner contre leurs propres généraux.

**Marlène Stanis**

## Munitions immergées... et toujours nuisibles

**Les munitions immergées après les deux guerres mondiales sur une centaine de sites en mer ou dans des lacs, dont une émission de France 5, Vert de rage - Armes, l'héritage toxique, avait dénoncé les dangers il y a dix-huit mois, continuent d'empoisonner et parfois même de tuer.**

Le noyage de munitions inutilisées a commencé dès 1918, en particulier sur un site situé entre Fouras et l'île d'Aix, en Charente-Maritime. Il avait alors déjà blessé gravement plusieurs personnes, comme lors de la violente explosion le 17 mars 1921 d'une barge chargée de

munitions, qui avait projeté des éclats d'obus à des centaines de mètres.

L'armée demandait souvent aux soldats de procéder aux immersions la nuit, en cachette. Celles-ci ont duré jusqu'en 2002, sans suivi ni recensement, ni cadre juridique précis.

La zone d'immersion de Fouras, indiquée par une bouée, est interdite au mouillage et au chalutage. Les taux relevés par l'émission Vert de rage en produits de dégradation du TNT (2,4 mg/l dans le sable et dans l'eau), ainsi qu'en métaux lourds qui dépassent les seuils admissibles, témoignent d'un danger potentiel pour la baignade, la pêche et l'ostréiculture.

À ces munitions volontairement immergées s'ajoutent celles qui sont tombées sans exploser. L'une d'elles, datant de la Deuxième Guerre mondiale, a explosé sous un feu de camp sur l'île de Groix le 7 septembre 2014, tuant un campeur et en blessant neuf.

Plus d'un siècle après, les munitions des dernières guerres continuent de représenter une menace et l'armée, qui s'abrite derrière le secret défense, n'a pas trouvé un début de solution. Trop occupée à préparer la prochaine guerre !

**David Louvois**



Munitions immergées.

## Allons Z'enfants

La déclaration du général Mandon et l'annonce de Macron de créer un service militaire éclairent d'un jour nouveau les initiatives « citoyennes » en direction de la jeunesse de ces dernières années.

C'est la cas du livret « Ma première cérémonie militaire », publié pour la première fois en 2021 et réédité une troisième fois depuis. Distribué dans certaines écoles primaires et collèges, il met en scène une maman qui accompagne son petit garçon à des cérémonies militaires telles que celles du 11-Novembre ou du 14-Juillet. Dans ce livret, le petit garçon se fait expliquer la prise d'armes, la signification des musiques, quand on peut s'asseoir et quand il faut rester debout et silencieux.

Le petit garçon représenté comme spectateur de ces cérémonies tout au long du livret finit, en quatrième de couverture, dessiné avec une coiffe de l'armée et faisant le salut militaire. Apprend-il à commémorer les morts des guerres du passé ? Ou

à préparer les commémorations des guerres à venir ?



Ce livret, mis à disposition par l'Éducation nationale, est sponsorisé, entre autres, par MBDA missile systems, Arqus (production de véhicule blindés et camions militaires), Dassault Aviation, Naval Group, Airbus, Safran... Après des pages où on voit cette maman apprendre à son petit garçon à devenir un patriote, l'apparition de ces sponsors en dernière page sent l'arnaque à plein nez et l'illustration directe de ces paroles d'Anatole France : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels. »

**Joséphine Sina**



# Antisémitisme : un fléau et son utilisation

En ce début décembre, au prétexte que la paix de Trump s'étend sur Gaza et malgré le fait que l'armée israélienne continue à y assassiner, le massacre de tout un peuple a quitté l'actualité. Et voilà que l'accusation d'antisémitisme contre ceux qui dénoncent ce massacre réoccupe l'espace médiatique et politique.

Qualifier d'antisémite toute protestation contre le massacre des Palestiniens est une constante de la propagande de la droite et de l'extrême droite israéliennes. Même le pape, le secrétaire de l'ONU, Macron et quelques-uns de leurs homologues ont été qualifiés ainsi, quelles que soient la modération de leurs critiques et leurs références en matière de soutien à Israël. La lutte contre l'antisémitisme a souvent été une excuse toute trouvée pour le soutien politique au rôle, assumé par l'État d'Israël, de gardien de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. On l'a vu par exemple lors de la manifestation parisienne du 12 novembre 2023 prétendument contre l'antisémitisme et à l'initiative de tout ce que la France compte de partis officiels, à l'exception de LFI. Soutenue par l'ensemble des médias elle avait été qualifiée de monument de l'unité nationale et républicaine.

Depuis lors, devant l'ampleur du massacre à Gaza, les pourfendeurs de prétendus antisémites en avaient quelque peu rabattu. Mais, depuis quelques semaines, il s'agit de tenter de redorer le blason israélien et de bénir le nouvel ordre des cimetières au Moyen-Orient, en traînant dans la boue ceux qui défendent les droits élémentaires des Palestiniens.

L'affaire se complique du fait des intérêts des diverses boutiques politiques. L'extrême droite, de la sphère Bolloré comme de l'écurie Le Pen-Bardella, se décerne un brevet de respectabilité en se présentant aujourd'hui comme un soutien d'Israël. Mais, ce faisant, ce ne sont pas les Juifs persécutés que cette écurie défend, après qu'ils ont été conduits au bûcher un millénaire durant par ses prédécesseurs, c'est l'ordre social et sa volonté d'y trouver une place. Ses concurrents macronistes et LR défendent la même chose, avec la même mauvaise foi mais, c'est vrai,



depuis plus longtemps. Quant à la gauche bien pensante, elle trouve là un moyen facile de se démarquer de LFI, son principal souci en vue des échéances électorales. Le parti de Mélenchon apparaît ainsi à peu de frais comme le meilleur, voire le seul, défenseur des Palestiniens.

La presse se remplit maintenant des déclarations de Richard Malka, l'avocat de Raphaël Enthoven lors du procès qui l'opposait à LFI. Enthoven est l'auteur de déclarations comme « La France insoumise est un mouvement [...]

passionnément antisémite » ou « Il n'y a AUCUN journaliste à Gaza. Uniquement des tueurs, des combattants ou des preneurs d'otages avec une carte de presse » et d'autres du même tonneau, contestant même la réalité du massacre à Gaza. L'équation « soutien des droits des Palestiniens égale antisémitisme » est à nouveau répétée sur les ondes.

Non seulement tous les Juifs, ou considérés comme tels, ne soutiennent pas la politique de Netanyahu mais ils sont loin de s'identifier comme un seul homme au sionisme. Il faut

aussi rappeler que, en Israël même et jusque dans son armée, des personnes courageuses se dressent contre le massacre. Quant à l'antisémitisme qui a conduit aux camps de la mort, c'est celui venu comme la peste du moyen-âge chrétien et utilisé par la réaction européenne et les fascistes, inspirateurs du mouvement lepeniste. Et ces gens-là sont tout à fait capables aujourd'hui de reprendre les mêmes mots et les mêmes méthodes contre les Juifs, les musulmans ou quelque minorité que ce soit.

Paul Galois

## Médias : liberté d'expression... des puissants

Lors de rencontres organisées avec la presse régionale, Macron a évoqué différentes mesures censées limiter la propagation des fausses informations sur les sites Internet et les réseaux sociaux.

Le projet serait de « labéliser » les médias « fiables » et de mettre en place une procédure judiciaire accélérée pour bloquer une information jugée « non fiable ». Le tout serait justifié par la volonté de lutter contre

les « ingérences étrangères », forcément russes ou chinoises, afin de protéger les libertés démocratiques.

La droite et l'extrême droite ont aussitôt crié à l'attaque insupportable contre la liberté d'expression. Le

milliardaire réactionnaire et magnat des médias Bolloré a, quant à lui, dénoncé une « dérive liberticide », tandis que Marine Le Pen revendiquait le droit pour les médias privés de « ne pas être neutres ».

Pour les milliardaires propriétaires de médias, comme Bolloré bien sûr, mais aussi Dassault, qui ne fait pas fortune que dans l'armement, ou encore les familles Pinault ou Bettencourt, la chose va de soi : les grands bourgeois font de l'argent avec l'information mais ils défendent aussi leurs idées et leur ordre social. Rien de plus naturel que de posséder une chaîne de télévision ou des journaux pour répandre ses opinions, et cela ne date pas des réseaux sociaux.

Face à ces ténors sans complexe de la fortune, Macron et la gauche ont beau jeu de se présenter comme

les défenseurs d'un audiovisuel public qui serait garant de l'honnêteté et de la neutralité de l'information. Mais cela aussi est une tromperie. Dans cette société d'exploitation divisée en classes sociales, il n'y a pas de neutralité. Les chaînes publiques sont la voix de l'État, un État qui attaque sans cesse les travailleurs, durcit les droits au chômage, dérembourse les soins, fait des économies sur la santé et l'éducation, tout en déversant des milliards au grand patronat. La télévision et la radio publique tendent tout naturellement à présenter ces mesures comme résultant de la simple logique. Elles procèdent de même quand elles invitent à longueur d'émission des militaires qui préparent les esprits à la guerre. Elles ne sont pas non plus neutres quand elles traitent de la guerre en Ukraine ou

du conflit à Gaza ou quand elles présentent les chômeurs comme des feignants et des profiteurs.

En réalité, que ce soit par le biais des médias privés ou des chaînes publiques, ce sont les idées, les intérêts de la bourgeoisie qui se font jour, ainsi que la défense de son ordre social présenté comme logique et naturel. Il n'y a pas de liberté d'expression pour les travailleurs, sur leur lieu d'exploitation, où ils sont priés de se taire et de ne pas faire de politique. Pourtant tout cela ne choque pas ceux qui se présentent comme les défenseurs acharnés de la liberté d'expression ! Pour défendre leurs intérêts et une autre vision du monde, il ne reste aux travailleurs et aux classes exploitées qu'à s'exprimer par eux-mêmes.

Camille Paglieri





## Grande cause Santé mentale : "cause toujours"

« La prolongation de la Grande cause santé mentale en 2026 est une excellente nouvelle et une invitation à transformer l'élan collectif en actions durables », tel est le satisfecit que s'est décerné le gouvernement fin novembre.

Il n'y a pourtant pas de quoi se féliciter. Déjà, l'appellation de « grande cause nationale » n'est qu'une suite de mots creux, sans aucun moyen financier supplémentaire. Elle permet juste d'avoir quelques spots publicitaires gratuits dans les médias, et ce n'est pas cela qui pourra guérir les victimes d'une maladie mentale, la plupart des causes étant à chercher dans des conditions de vie défavorables. Ainsi, selon les statistiques du gouvernement, qu'il s'agisse du logement, du manque de sommeil, des risques professionnels, de l'isolement social ou des difficultés d'accès à des soins, 30 % des personnes en situation précaire souffrent de

troubles psychiatriques. Et la création de 168 équipes mobiles psychiatrie précarité (EMPP), réparties sur tout le territoire pour donner quelques séances d'accompagnement gratuites, ne pourra remplacer toutes les structures de soin mises à mal par les gouvernements successifs.

Les jeunes aussi connaissent la dépression et les troubles psychiques, fréquents, surtout dans les milieux populaires et dès l'âge de 3 ans, qui se manifestent par des sautes d'humeur, l'isolement, des difficultés scolaires, etc. Des activités sportives disparaissent peu à peu, faute de moyens financiers. Les piscines font défaut, de même que

les salles permettant entre autres de faire du judo, du volley ou du ping-pong, et les encadrants sont de ce fait plus rares. Cela est aussi vrai dans les établissements scolaires, qui continuent à subir des coups de rabot sur les budgets. Il manque des infirmières, des assistantes sociales, des psychologues et aussi des assistants d'éducation, plus proches par l'âge et auxquels les jeunes en difficulté peuvent plus facilement se confier.

Les services publics de santé subissent chaque année des coupes claires parmi le personnel, qui ne peut faire face aux besoins. Il y a de moins en moins de centres médico-psychologiques, de psychiatres dans les hôpitaux, et de plus en plus de personnes âgées isolées parce que les municipalités ne peuvent plus financer de services



Devant l'hôpital psychiatrique de Laval, en juin 2025.

sociaux. En même temps, la pauvreté et la précarité, principales causes de déséquilibre mental, augmentent : ainsi, 46 % des ménages n'arrivent plus à boucler les fins de mois.

Que les pauvres paient pour leur santé leurs conditions de vie et de travail n'est pas un fait nouveau, c'est aussi ancien que l'exploitation qu'ils subissent pour faire la fortune des nantis. Mais le fossé entre

les deux classes sociales ne cesse de s'agrandir. Ni l'étalage hypocrite de bons sentiments ni les spots télévisés débilés, proposant de sourire à ses voisins comme un geste suffisant pour vaincre les maladies mentales, ne le combleront. Il faudra plutôt un « élan collectif » des classes populaires pour chasser et changer cette société.

Marianne Lamiral

## Fauteuils roulants : le remboursement, un minimum !

Vingt ans après l'adoption, en février 2005, de la loi « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées », Macron a annoncé que les fauteuils roulants seront désormais pris en charge à 100 % par l'Assurance maladie.

Pour toutes les personnes concernées, c'est évidemment une bonne nouvelle. Il était plus que temps, alors que c'était l'une des mesures réclamées par toutes les associations au moment où la loi handicap avait été discutée. Jusqu'à présent, la prise en charge de cet équipement, indispensable pour 1,1 million de personnes au quotidien, relevait du parcours du combattant. Il leur fallait faire appel à

au moins cinq organismes, voire plus, pour obtenir le financement, en tout ou en partie, de l'achat d'un fauteuil roulant. Et cette multiplication de dossiers auprès de la Maison départementale pour les personnes handicapées (MDPH) pour obtenir une prestation de compensation du handicap (PCH), de la mairie ou encore du Centre communal d'action sociale (CCAS), n'aboutissait pas forcément à une prise en charge totale. Les handicapés devaient alors se débrouiller pour payer les quelques centaines, voire quelques milliers d'euros restant à leur charge.

Devant la presse, le gouvernement a reconnu le 28 novembre que la situation était « injuste et indigne », ajoutant que « l'accès à la mobilité ne doit pas dépendre des moyens financiers ». Mais

la prise en charge des fauteuils roulants n'est qu'un aspect de « l'accès à la mobilité », semé d'obstacles d'autant plus grands que les moyens financiers des personnes handicapées sont réduits. Car si la loi exige depuis 2005 que les lieux publics, les écoles, les transports soient accessibles aux personnes en fauteuil ou à mobilité réduite, on en est très loin ! L'accessibilité des logements est également un casse-tête. Des locataires de HLM en fauteuil après des accidents ou à cause de la progression d'une maladie, sont « prisonniers » de logements en étage dans des bâtiments sans ascenseur, faute de proposition alternative dans un parc HLM saturé. D'autres, propriétaires ou locataires de logements inadaptés, n'ont pas les moyens d'effectuer les travaux d'accessibilité nécessaires.

Macron et le gouvernement ne sont pas avarés de déclarations sur les priorités sociales qu'ils se fixent. Ce qui manque à chaque fois pour les mettre en œuvre, ce sont les moyens.

Nadia Cantale



## Téléphone interdit au lycée : les vrais problèmes attendront

Macron, peinant visiblement à occuper le terrain politique et à trouver quoi dire pour faire parler de lui, vient d'annoncer que les téléphones portables seraient « sans doute » interdits dans les lycées à la rentrée prochaine.

De l'avis de tous, lycéens comme enseignants, l'urgence d'une telle annonce était loin d'être évidente ! Alors que, dans nombre d'établissements, le retour du froid fait que les élèves se calfeutrent dans leurs manteaux dans des salles à 14°, alors que les classes sont surchargées, la seule annonce du président concerne une éventuelle interdiction du portable !

En Seine-Saint-Denis, comme dans nombre de banlieues populaires,

les parents se mobilisent parce que les enseignants malades ne sont pas remplacés. Dans au moins deux collèges de ce département, certaines classes n'ont pas de professeur de français depuis le début de l'année. Et pour cause, le gouvernement ne se donnant pas les moyens de recruter : il manquait à la rentrée 2 500 enseignants. Dans d'autres établissements, c'est l'absence d'infirmières, de médecins scolaires, d'assistants sociaux, d'AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) qui mobilise les salariés des établissements scolaires.

Alors, cette annonce a un seul mérite : celui d'égayer les salles des professeurs.

A. U.



## Grande distribution : les prédateurs se rencontrent

Le 1<sup>er</sup> décembre, comme tous les ans, se sont ouvertes les négociations officielles entre industriels de l'agro-alimentaire et distributeurs, afin de fixer les prix d'achat et de vente.

D'un côté, les multinationales comme Nestlé, Lactalis, Danone, Coca-Cola ou Unilever se plaignent de devoir payer leurs fournisseurs plus cher. Elles se paient même le luxe de se poser en défenseurs des petits paysans qu'elles étranglent par leur poids économique. De l'autre, les enseignes de la grande distribution comme Carrefour, Leclerc ou Intermarché prétendent défendre les consommateurs, lorsqu'elles veulent acheter aux plus bas prix les produits

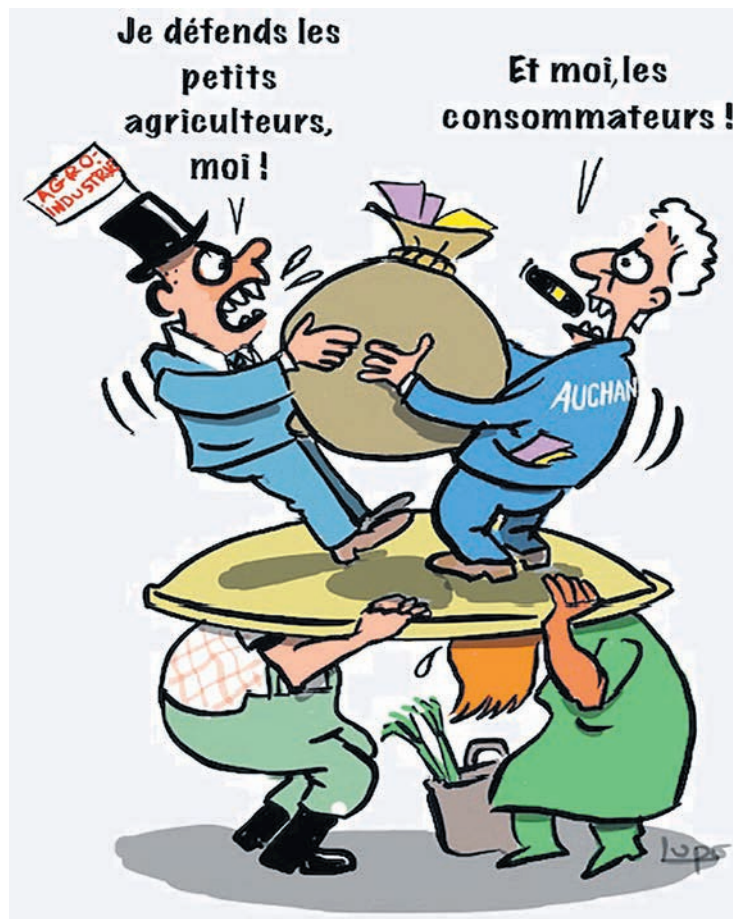
vendus par les industriels.

Selon un scénario qui se répète chaque année, les uns et les autres vont s'accuser de ne penser qu'à leurs profits, de dissimuler leurs marges, de ne pas servir les intérêts des consommateurs ou des petits producteurs. Mais la défense des petits est toujours un paravent pour masquer les intérêts des grands groupes. Lorsque les industriels se font payer plus cher, les petits paysans n'en voient pas la couleur. Et lorsque les distributeurs

achètent moins cher les produits aux industriels, ils ne les revendent pas pour autant à bas prix, comme chacun peut le constater en faisant ses courses.

En réalité, dans ce combat entre géants capitalistes, il s'agit d'un côté d'exploiter les salariés pour produire à plus bas coût, et de l'autre de revendre au prix fort les marchandises : les travailleurs paient ainsi la guerre commerciale par tous les bouts. Contrôler les prix de production et de vente, et imposer l'indexation des salaires sur les prix réels, sont deux aspects d'une même lutte.

Camille Paglieri



## Banques alimentaires : qui alimente la pauvreté ?

Du 28 au 30 novembre, les banques alimentaires ont organisé leur grande collecte, avec plus de 115 000 bénévoles mobilisés sur toute la France.

Si leur nombre comme celui des donateurs, particulièrement dans les milieux populaires, ne baisse pas, le nombre de personnes qui n'arrivent plus à se nourrir, lui, explose. Plus de 2,4 millions de femmes et d'hommes dépendent de l'aide alimentaire, soit 500 000 de plus qu'il y a cinq ans.

Cette aggravation est d'abord due aux vagues de licenciements et de fermetures d'usines, qui ont jeté sur le carreau des centaines de milliers de travailleurs. C'est aussi la conséquence de l'envol des prix depuis 2022, alors que les salaires ont stagné. D'après une responsable de la Fédération française des banques alimentaires, « On a de plus en plus de travailleurs pauvres, c'est 20 % des personnes qu'on accueille. Ce sont des personnes qui ont un emploi,

qui sont majoritairement en CDI, majoritairement à temps plein, mais pour qui les fins de mois ne sont pas bouclées. Souvent, cela concerne des familles avec enfants et beaucoup de familles monoparentales, donc des femmes. »

Pendant que la misère se développe à un pôle de la société, à l'autre, la richesse explose : les 500 Français les plus riches ont ainsi vu leur fortune multipliée par 14 en trente ans. Ils la tirent de la propriété de banques et de grandes entreprises qui ont augmenté les prix, accru les cadences de travail, gelé les salaires et... explosé leurs profits.

La richesse d'une toute petite minorité alimente la pauvreté d'une fraction de plus en plus grande de la population laborieuse.

Arnaud Louvet

## Carburants : le bal des tartuffes

Mercredi 26 novembre, le syndicat patronal de l'industrie pétrolière (UFIP) a annoncé une probable augmentation des prix des carburants au 1<sup>er</sup> janvier 2026, prétextant un renchérissement du dispositif des certificats d'énergie (CEE).

Cette participation financière aux rénovations impliquant des économies d'énergie est imposée par l'État aux fournisseurs d'électricité, de gaz, de fioul, etc., au nom du principe pollueur-payeur.

Elle devrait, pour 2026, augmenter de deux milliards d'euros et les patrons du pétrole envisagent de la répercuter sur le prix des carburants.

Jordan Bardella est

monté au créneau au nom de la défense du consommateur, mais seulement contre l'État et ses taxes, et en se gardant bien de s'en prendre aux magnats du pétrole.

En réponse, le ministère des Finances a proclamé haut et fort que les CEE n'étaient pas un impôt sur les usagers. Il aurait pu dire « pour une fois » vu que deux taxes, la TVA et la TICPE (taxe intérieure sur

les produits énergétiques), constituent la moitié du prix des carburants. Et il a ajouté que rien n'obligeait les énergéticiens à répercuter cette hausse sur leurs prix.

Mais les représentants des sociétés énergétiques ont répondu qu'avec un ou deux centimes de marge, ils ne pouvaient pas faire autrement qu'augmenter le litre de carburant de quatre à six centimes !

On les plaindrait presque... surtout Total-Energies dont le bénéfice net (3,7 milliards de dollars) n'était en hausse « que » de 60 % au troisième trimestre 2025 !

Sylvie Maréchal



## Nos lecteurs écrivent Arnaque à la mobilité

Ma maman, qui a 89 ans, s'est aperçue que la carte Améthyste, délivrée par le département du Val-de-Marne, était en train de disparaître. Elle permettait aux personnes de 60 ans et plus et aux personnes handicapées non imposables et sans activité professionnelle de prendre les transports publics sans limite, moyennant un coût de 25 euros par an.

La carte Améthyste n'est déjà plus en vente, et au plus tard au 30 avril 2026 ses bénéficiaires ne pourront plus solliciter que la nouvelle

« aide », Valib+, qui permettra le remboursement des trajets effectués à hauteur de 200 euros par an.

Or, pour cela, il faut prendre un forfait Navigo Liberté + sur Internet, être débité du coût de ses trajets chaque mois et s'inscrire en ligne pour solliciter un remboursement, mais seulement au bout de six mois.

C'est un véritable parcours d'obstacles, d'autant plus pour des personnes âgées comme ma maman qui n'est pas du tout à l'aise avec un ordinateur. Il y a

de fortes chances qu'elles ne demandent pas de remboursement.

De plus, chaque trajet en bus coûte 1,60 euro. En effectuant trois allers-retours par semaine cela fait 500 euros à l'année, pour un remboursement maximal de 200 euros...

C'est donc une hausse considérable du coût des transports qui est imposée aux plus démunis. C'est un véritable racket en bande organisée !

D. B., lectrice de région parisienne





## Ukraine : l'après-guerre aussi peut rapporter gros

Le 1<sup>er</sup> décembre, après des discussions en Floride où la partie américaine avait tenté d'imposer à ses interlocuteurs ukrainiens le plan dit de paix de Trump, le président Zelensky s'est précipité à Paris pour rencontrer un Macron qui se veut son plus ardent défenseur face à la Russie.

Zelensky en est à espérer que les dirigeants européens fassent tant soit peu contre-poids au forcing de Trump, qui veut qu'il signe son plan. Car, même légèrement remanié, ce plan prend acte du rapport de force défavorable à l'Ukraine sur le front, ainsi que de l'affaiblissement de Zelensky à la tête du pays, empêtré qu'il est dans des affaires de corruption. Sur-tout, ce plan entérine le fait qu'après avoir œuvré à provoquer un conflit qui affaiblisse Moscou dans l'espace ex-soviétique, Washington estime avoir atteint son objectif. Place donc à l'étape suivante : l'exploitation des richesses ukrainiennes sur lesquelles des trusts américains ont pu mettre la main, mais aussi à l'éventuelle ouverture du marché russe.

En effet, des milieux d'affaires américains entrevoient la possibilité de nouer une collaboration prometteuse avec les géants russes de l'économie. S'il se confirme que, pour cela, la Maison-Blanche doive acter la victoire de Poutine en Ukraine, ils voient la perspective de gros contrats, notamment dans le secteur du gaz, du pétrole ou des terres rares. Sans oublier le

nucléaire car, sanctions antirusse ou pas, les États-Unis restent tributaires de Rosatom pour approvisionner leurs réacteurs en uranium enrichi.

Ces relations sont telles que le *Wall Street Journal* leur a consacré un long article le 30 novembre, précisant que l'administration Trump « voit bien la Russie non pas comme une menace, mais comme un pays aux innombrables opportunités ».

Nul besoin donc, tels les médias qui mènent une propagande guerrière intéressée, de chercher la main de Moscou dans la rédaction du plan de Trump. Ceux qui ont tenu la plume, on les trouve parmi les hommes d'affaires qui forment les délégations américaines. Ainsi, à Moscou, mardi 2 décembre, le promoteur immobilier et envoyé spécial de Trump Steve Witkoff, un habitué, conduisait les discussions avec Poutine, ce dernier étant flanqué de son envoyé spécial, Kirill Dmitriev, un banquier d'affaires formé à Harvard, devenu PDG du Fonds d'investissement direct de Russie, son fonds souverain, doté d'au moins 10 milliards de dollars.



Cérémonie funéraire à Lviv le 2 décembre.

Bien sûr, face à de pareils appétits et moyens financiers, la cause de ce que les gouvernants et médias occidentaux décrivaient comme la courageuse petite sentinelle ukrainienne de la démocratie sur le flanc oriental de l'Europe, ne fait pas le poids. Et les États impérialistes de second rang, dont la France, ne pèsent guère plus pour faire valoir leurs intérêts dans un après-guerre qui se dessine en grande partie sans eux.

Alors, tout en jurant de leur volonté de paix, les Macron et consorts poussent l'Ukraine à continuer la

guerre. Le 13 novembre, Zelensky a d'ailleurs reconnu, dans une interview à l'agence Bloomberg, que ses « amis » européens exigeaient qu'il recrute plus de soldats. Et la Rada, le Parlement, s'exécute, qui débat d'un projet de conscription des femmes.

La population ukrainienne a beau en avoir assez, les Macron va-t-en guerre avec la peau des autres veulent toujours plus de chair à canon. Et pour une bonne raison : tant que l'armée ukrainienne a des troupes, il lui faut des armes, dont elle peut passer commande aux industriels...

français de préférence. Pour justifier cela aux yeux de l'opinion, tout en la conditionnant au prochain conflit généralisé qu'ils préparent, les Macron et leurs états-majors inventent la menace de l'ogre russe. Que celui-ci piétine à 400 kilomètres de Kiev depuis bientôt quatre ans, qu'importe : ces menteurs de profession martèlent qu'il sera bientôt à Paris et à Berlin. Non pas parce que c'est la réalité, mais parce que leurs industriels et leurs généraux ont intérêt à faire avaler cet énorme bobard !

Pierre Laffitte

## Ventes d'armes : les profiteurs



Les revenus tirés des ventes des cent plus grandes entreprises d'armement dans le monde ont atteint un record de 579 milliards de dollars en 2024, en hausse de 5,9 % sur un an.

Les sociétés américaines comme Lockheed Martin, qui fabrique les bombardiers F 16 et F 35, les constructeurs de missiles RTX et Northrop Grumman forment le trio de tête. Les marchands d'armes français, Thales, Safran, Naval Group ou Dassault, arrivent bien plus loin mais eux aussi augmentent leurs ventes, et même davantage en proportion que leurs rivaux d'outre-Atlantique.

Les guerres qui ravagent la planète, à commencer par celles d'Ukraine et du Moyen-Orient, font des centaines de milliers de morts. Pour les propriétaires de ces

sociétés, elles sont uniquement l'occasion de remplir leurs caisses. Ils répondent présent pour envoyer des armes sur les champs de bataille, remplacer celles qui ont été prélevées sur les stocks des armées nationales, mettre en marche la production d'équipements plus modernes élaborés à la lumière des combats en cours. Les États, eux, sont là pour passer les commandes et payer avec de l'argent public. Dans tous les pays ils augmentent les budgets militaires, subventionnent la création de nouvelles usines d'armes, accompagnent financièrement la

transformation d'usines fabriquant des voitures ou des trains en fabriques de drones ou d'obus. L'emballage du secteur militaire atteint un tel niveau que les traditionnels industriels du secteur n'arrivent plus à produire les quantités demandées dans le temps imparti, ce qui est l'occasion de nouvelles demandes d'argent public pour qu'ils puissent se mettre à niveau.

Le cours des actions, quant à lui, augmente encore plus vite que les ventes. Celles de Dassault Aviation comme celles de Thales ont ainsi pris plus de 50 % en un an. Le monde de la finance mise sur la poursuite de la marche à la guerre et entend bien en tirer sa part des bénéfices.

Daniel Mescla



# Cisjordanie : guerre et épuration ethnique

**Des soldats israéliens ont été filmés, jeudi 27 novembre, tuant deux Palestiniens à bout portant alors qu'ils venaient de se rendre. Cette exécution sommaire s'est déroulée dans un des quartiers de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie occupée.**

L'armée et la police aux frontières israéliennes menaient une opération militaire de grande ampleur. Dans la vidéo, largement diffusée sur les réseaux sociaux et dans les médias du monde entier, on voit clairement que les deux Palestiniens étaient désarmés et allongés sur le sol quand ils ont été tués. Les autorités israéliennes ne pouvaient faire autrement que d'annoncer l'ouverture d'une enquête mais il est très peu probable que les trois soldats mis en cause soient poursuivis. Remis en liberté très rapidement, ils ont reçu le soutien du ministre d'extrême droite de la Sécurité nationale et responsable de la police, Itamar Ben-Gvir, qui a déclaré sur X : « *Les combattants ont agi exactement comme on attendait d'eux : les terroristes doivent mourir !* »

Les soldats israéliens savent parfaitement qu'ils

bénéficient d'une impunité quasi totale quand ils brutalisent ou assassinent des Palestiniens. En se basant sur les statistiques de la période 2018 à 2022, l'organisation israélienne de défense des droits des Palestiniens Yesh Din (« il y a la loi ») avait calculé que la probabilité qu'un soldat israélien soit poursuivi pour avoir tué des Palestiniens était de seulement 0,4 %. C'est encore pire depuis le déclenchement de la guerre à Gaza, après le 7 octobre 2023.

En Cisjordanie, l'armée israélienne se livre là aussi à une véritable guerre. Les opérations militaires se sont succédé, « Camps d'été » lancée fin août 2024, suivie de « Mur de fer » commencée le 21 janvier, quelques jours après l'annonce d'un cessez-le-feu temporaire à Gaza. Mobilisant des troupes au sol, des chars, des drones,



des avions et des hélicoptères de combat, elles ont visé les camps de réfugiés palestiniens du nord de la Cisjordanie, situés à Jénine, Tulkarem et Nour Chams, avec pour objectif, comme à Gaza, de détruire les habitations et de faire fuir la population. Plus de 32 000 Palestiniens ont ainsi été expulsés, leurs logements détruits par les bulldozers, avec interdiction de revenir, même pour venir chercher des affaires abandonnées dans la précipitation.

Ces trois camps avaient été créés au début des années 1950 par l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, pour accueillir ceux qui avaient été forcés de fuir après la création d'Israël en 1948. Reprenant les mêmes méthodes qu'il y a 80 ans, le gouvernement israélien se livre aujourd'hui à une véritable épuration ethnique en Cisjordanie.

L'armée israélienne vient appuyer l'action des colons juifs qui se sentent

encouragés à agresser les Palestiniens, se livrant à toutes sortes de violences et d'exactions pour les contraindre à abandonner leurs terres. Un organisme de l'ONU a recensé 264 attaques de colons israéliens pour le seul mois d'octobre, soit huit par jour, un record en près de deux décennies de collecte de données dans ce territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967. Au total, plus d'un millier de Palestiniens, parmi lesquels beaucoup de civils, ont été tués par des soldats ou des colons israéliens depuis le 7 octobre 2023.

Trump a déclaré être opposé à l'annexion de la Cisjordanie, mais en soutenant Netanyahu et ses ministres d'extrême droite, il les encourage à poursuivre leur politique d'expulsion des Palestiniens et de colonisation qui prépare de nouvelles annexions de territoires. Pour les Palestiniens et pour tous les peuples de la région, israélien compris, cela ne peut signifier que la poursuite d'une guerre sans fin et sans issue.

**Marc Rémy**

# Fonds marins : la raison du plus fort

**Le 6 novembre, les gouvernements américain et japonais ont signé un accord pour l'exploitation conjointe des fonds marins autour de l'îlot de Minamitori, à 2000 km au sud-est du Japon, en plein océan Pacifique.**

À partir de janvier 2026, les fonds seront creusés 5 000 mètres sous la surface, 350 tonnes de boue extraites chaque jour, de façon à mesurer leur teneur en minéraux exploitables, dont certaines terres rares en particulier. L'exploitation industrielle, impliquant l'extraction et le raffinage sur place de millions de tonnes de boue, pourrait commencer en 2027.

Les scientifiques qui étudient les fonds marins, leur géologie, leur faune et leur flore, expliquent pourtant à quel point il est stupide, et peut-être dangereux et irréversible, de détruire un milieu dont on ne sait encore que très peu de chose. Il est évidemment plus difficile, plus long et plus coûteux de prélever prudemment des échantillons sous 5 000 mètres d'eau, de cartographier l'immense fond océanique, d'essayer de comprendre son fonctionnement et son évolution, que

d'envoyer des pelleteuses sous-marines saccager ce que la nature a mis des centaines de millions d'années à accomplir.

Les avis des scientifiques, l'idée de la responsabilité vis-à-vis de la nature et des générations futures n'ont pas tenu devant l'appât du gain, pas plus que les lois, le droit

et les accords internationaux. Depuis les premiers forages offshore, en 1947, et surtout depuis qu'ils sont devenus rentables, à partir de la hausse des prix du pétrole en 1973, les accords internationaux n'ont cessé d'étendre les limites des zones maritimes dévolues à chaque pays. Il fallait laisser de plus en plus d'espace aux compagnies et étendre les frontières en mer pour réglementer la concurrence. Maintenant que des minéraux sont recherchés jusqu'au fond des océans, à

des milliers de kilomètres de toute terre, les organismes internationaux ont bien du mal à réglementer la prospection et l'exploitation dans les zones internationales.

Dans ce domaine comme dans d'autres, la politique de Trump consiste à imposer un rapport de force. Depuis le début de l'année il a signé trois accords de prospection dans les fonds marins, en dehors de toute législation encadrant cette activité. De plus, il a pris en avril un décret permettant à l'administration

américaine d'autoriser des forages dans les eaux internationales et, en juillet, son administration a autorisé une telle opération dans le Pacifique. Les autres grands pays intéressés, à commencer par la France et son immense domaine maritime, se sont bornés à une protestation polie et étudient en fait le moyen de se lancer dans la course.

Réponse du berger à la bergère, le 8 novembre la Chine envoyait un navire d'exploration des fonds marins, et particulièrement de leurs ressources minières, aux îles Cook. Puis, le 20 novembre, Trump ouvrait 500 millions d'hectares supplémentaires de zones maritimes américaines à l'exploration pétrolière.

Les accords maritimes internationaux bénissent déjà les bateaux-usines, les porte-conteneurs géants et les plateformes pétrolières des grandes compagnies. Les trusts miniers n'attendent même pas de tels accords pour procéder à leurs opérations sous-marines, l'océan dû-il en mourir.

**Paul Galois**



Machines d'exploitation des fonds marins.



## Autriche : patrons et gouvernement passent à l'offensive

En Autriche, la traditionnelle séquence automnale de négociations salariales s'est achevée sur des reculs importants pour les travailleurs.

Dans la métallurgie, elles ont été conclues en quelques heures, alors que d'habitude elles durent des semaines, les dirigeants syndicaux de l'ÖGB faisant mine d'arracher quelques dixièmes de pourcent supplémentaires à la table des négociations.

Cette année, un accord a été conclu pour deux ans, sans possibilité de renégociation si l'inflation continue sa hausse. Des augmentations dérisoires (1,4 % en novembre 2025, 1,9 % en novembre 2026) ont été annoncées, bien en dessous de l'inflation actuelle, qui est officiellement autour de 4 %, bien plus en réalité en ce qui concerne les loyers, la nourriture ou l'énergie. Pour « compenser » un peu, deux primes ont été accordées, alors que le syndicat en avait toujours critiqué le principe, car cela signifie sur le long terme des pertes encore plus importantes pour les salariés.

Dans la fonction publique (hôpitaux, crèches, écoles, jardins publics, etc.), la convention salariale, qui avait été négociée il y a un an, a été révisée et considérablement détériorée. Désormais valable pour trois ans, elle prévoit une

augmentation salariale annuelle d'environ 1,5 %. Quant à la grave pénurie de personnel qui touche ce secteur, et qui engendre les seules (petites) protestations sociales visibles dans le pays, elle n'a même pas été évoquée. La mairie de Vienne, ainsi que le land du Tyrol, ont aussitôt adopté un accord identique pour leurs propres salariés.

Dans d'autres branches, comme le commerce et le secteur social, les résultats ont été comparables. Tout cela n'est certes guère différent des attaques qui ont lieu ailleurs, en France par exemple. Mais cela marque un tournant en Autriche, où la bourgeoisie s'achetait depuis des décennies la paix sociale en accordant des salaires et des prestations sociales un peu supérieures à ceux pratiqués dans d'autres pays d'Europe. Ainsi, il y a à peine deux ans, au printemps 2023, au plus fort du pic d'inflation, des augmentations de l'ordre de 10 % avaient été accordées sans même la menace d'une seule heure de débrayage de la part du syndicat.

À ces attaques contre les salaires s'ajoutent des mesures d'austérité dans bien



Manifestation à Salzbourg le 25 novembre contre les plans d'austérité dans la santé.

des domaines. À Vienne, qui est gouvernée par la social-démocratie, les autorités ont décidé que la carte annuelle permettant d'emprunter les transports publics passera, au 1<sup>er</sup> janvier 2026, de 365 à 467 euros, soit une hausse de 28 % ! En même temps, le report de quatre ans de la construction d'une nouvelle ligne de métro a été annoncé. En Styrie, dirigée par la droite et l'extrême droite, 45 projets sociaux ont déjà été supprimés depuis juillet 2025. Les retraites subiront, de leur côté, une amputation globale de 300 millions d'euros : il n'y aura pas d'ajustement à l'inflation. De même l'allocation de mobilité pour les personnes souffrant d'un handicap sera réduite de moitié, passant de 697 à 335 euros.

Depuis des mois, le

gouvernement répète qu'il faut faire des économies, que les caisses de l'État seraient vides. Ce qui est certain est que toutes les caisses ne le sont pas. Du côté entreprises cotées en Bourse, les dividendes versés aux actionnaires demeurent à un niveau record : 6,1 milliards cette année. Et, d'après le Global Wealth Report 2025, 400 personnes possèdent à elles seules 37 % de l'ensemble du patrimoine financier du pays, soit plus de 800 milliards d'euros. Mais le ministre social-démocrate des Finances, Marterbauer, qui s'était auparavant engagé en faveur d'un impôt sur les riches, demande désormais régulièrement à la population active, y compris aux plus pauvres, de passer à la caisse.

L'Autriche, souvent présentée comme un petit pays

à l'abri des tempêtes du monde, n'échappe plus aux conséquences de la crise. Face à cette situation de nombreux travailleurs, habitués au traditionnel « partenariat social », qui semblait les protéger un peu, accusent le coup. Le mécontentement et la désorientation s'expriment, pour l'instant, par une vague de démissions du syndicat.

C'est d'autant plus compréhensible que dans le gouvernement dirigé par la droite, mais à participation social-démocrate, c'est une dirigeante de l'ÖGB qui occupe le poste de ministre des Affaires sociales. Alors que le calme social règne dans le pays depuis des décennies, la classe ouvrière devra se redonner les moyens de faire face à l'offensive patronale.

Henri Marnier

## Sida : les aides reculent, la mort progresse

Le 1<sup>er</sup> décembre, Journée mondiale contre le sida, les associations ont dénoncé la baisse des aides publiques et ses conséquences particulièrement dramatiques dans les pays les plus pauvres.



Manifestation à Paris en mars 2025 contre la baisse des aides.

En France, le Conseil national du sida et des hépatites virales (CNS) affirmait

ainsi dans un communiqué : « Au cours des derniers mois, le paysage de la

lutte contre le VIH/sida a été profondément fragilisé en France et à l'international, avec la réduction des financements et des difficultés croissantes d'accès à la prévention et aux soins », mettant « en péril les progrès accomplis depuis 40 ans contre l'épidémie ». Au niveau mondial, l'Onusida, programme commun de l'ONU sur le VIH, s'alarme également de « la crise des financements, qui frappe les plus vulnérables ».

Trump avait annoncé la couleur, prétendant ne plus « jeter l'argent des Américains par les fenêtres ». Le gouvernement des États-Unis a d'ailleurs

ordonné, via mail, à ses employés de « s'abstenir de promouvoir publiquement la Journée mondiale de lutte contre le sida ». Mais si les dons des États-Unis au Fonds mondial de lutte contre le VIH ont baissé de deux milliards cette année, ils ne sont pas les seuls à avoir resserré les cordons de la bourse. L'Allemagne et la Grande-Bretagne ont également réduit leur aide. Quant à la France, elle n'a toujours pas fait connaître le montant de sa subvention, qui sera certainement en forte baisse.

Le résultat est visible partout. Car les

gouvernements des pays riches ne réduisent pas seulement les aides à destination des pays pauvres. La baisse des aides aux associations a des conséquences, notamment en ce qui concerne la prévention et le dépistage dans des pays comme la France. En Afrique, où vivent 60 % des malades, les conséquences sont dramatiques. Des centres de dépistage, des dispensaires dont les traitements permettent entre autres choses d'empêcher la transmission mère-enfant ferment, laissant la maladie et la mort progresser.

Nadia Cantale



## Vol Rio-Paris : lenteurs de la justice

Le parquet général vient de requérir une condamnation pour homicide involontaire contre Airbus et Air France dans un procès en appel. Il revient sur la catastrophe du vol AF447 Rio-Paris, qui s'était abîmé dans l'Atlantique avec ses 216 passagers et 12 membres d'équipage, le 1<sup>er</sup> juin 2009. Il n'y avait eu aucun survivant.

Au lendemain de cet accident, le plus meurtrier de toute l'histoire du transport aérien en France, la compagnie avait évoqué des erreurs de pilotage, les mis en cause ne pouvant plus la contredire. Mais bien vite des navigants et des spécialistes avaient pointé comme cause possible du drame le givrage des sondes Pitot en haute altitude. Ces sondes, qui donnent la vitesse de l'avion, permettent aux pilotes de contrôler leur trajectoire. De semblables dysfonctionnements s'étaient déjà produits, qui avaient donné lieu à de brusques décrochages de certains vols. Leurs équipages l'avaient

bien sûr signalé, mais sans qu'Airbus et Air France prennent toutes les dispositions nécessaires : d'abord en informant d'urgence les équipages ayant à piloter des avions munis de telles sondes, et surtout en changeant au plus vite cet élément crucial pour la sécurité des vols.

Malgré cela, un premier procès, le 17 avril 2023, avait abouti à la relaxe du constructeur aéronautique et de la compagnie aérienne. Cette fois, le ministère public a tenu à affirmer que les pilotes « ne sont en rien responsables de cet accident ». Les deux avocats généraux ont même qualifié



Débris récupérés de l'avion Air France disparu dans l'océan Atlantique en 2009.

d'« indécente » la ligne de défense d'Airbus et d'Air France qui, imperturbables, ont continué à prétendre avoir tout fait pour assurer la sécurité des passagers et des membres d'équipage.

Cela étant, le jugement ne sera rendu que dans

quelques mois. Les familles des victimes, qui ont déjà attendu plus de seize ans, vont devoir encore patienter. D'ici là, des anges gardiens de ce système, où la course au profit prime sur tout, vont sans doute s'employer à obtenir que la

justice se montre clémente pour ces deux géants du ciel. De toute façon, en tant que personnes morales, ceux-ci n'encourent pas plus qu'une amende de 225 000 euros. Même pas 1 000 euros pour chacune de leurs victimes !

**Pierre Laffitte**

## Surpêche : le maquereau, espèce menacée ?

Alors que les ministres de la Mer des pays européens doivent négocier les conditions de pêche pour l'année 2026, les scientifiques recommandent de réduire de 77 % les quotas autorisés pour celle du maquereau.



Lors de l'inauguration du Scombrus.

Cette espèce, endémique dans les mers européennes de Gibraltar à l'Écosse et qui a nourri des populations entières des siècles durant, a en effet été décimée par la surpêche dans les vingt dernières années. Les maquereaux, poussés par le réchauffement de l'océan, ont migré vers le nord et se sont concentrés dans les eaux des îles Féroé, d'Islande, de la côte norvégienne. Ils sont tombés dans les filets des navires congélateurs, en dehors de tout quota limitant la pêche, faute d'accord ou de contrôle. La prise de maquereaux en Islande est

ainsi passée de 53 tonnes en 2000 à 150 000 en 2011 et a été de 900 000 tonnes pour toute l'Europe en 2024.

Ainsi la quantité totale de maquereaux a été divisée par cinq en vingt ans et, l'an passé, un quart de ce qui restait de l'espèce a été détruit. Les navires congélateurs, dont le dernier lancé a été ironiquement baptisé Scombrus, le nom latin du maquereau, appartiennent souvent à deux compagnies européennes, Parlevliet & Van der Plas et Cornelis Vrolijk. Ils arrachent 120 tonnes de poissons à chaque coup de leur chalut de 350 mètres

de long et 100 de large. Leurs cales en contiennent des milliers de tonnes, congelées immédiatement. Ainsi le maquereau congelé peut être vendu bien moins d'un euro le kilo, pour l'exportation, la confection de surimi ou de farine. Le maquereau frais et sauvage sert donc d'aliment aux saumons d'élevage, gras, insipides et bourrés d'antibiotiques. L'entreprise est absurde, mais rentable et seul cela compte.

Les compagnies qui arment ces navires congélateurs possèdent des bateaux immatriculés dans tous les pays concernés et peuvent truster les quotas de pêche. Elles disposent évidemment de la plus grande part des subventions européennes à la pêche, concernant le carburant comme la modernisation des méthodes de travail. Elles ont des relais auprès des autorités nationales et internationales et, lorsque cela ne suffit pas, elles passent outre aux réglementations. Les lois nationales et les directives européennes, dans le domaine de la pêche comme dans d'autres, favorisent la

concentration du capital, l'expropriation des artisans, l'exploitation des travailleurs, le pillage des fonds publics et la destruction des ressources naturelles.

De leur côté, les artisans pêcheurs ne peuvent que constater qu'ils n'ont plus de poisson à prendre et espérer que les plus anciens bénéficieront d'un plan de sortie de flotte, qui leur permette de prendre leur retraite. Les

marins salariés, les travailleurs à terre des pêcheries et de toute la filière, les amateurs de poisson frais pas trop cher n'ont pas leur mot à dire.

Quant aux maquereaux, il n'en restera plus bientôt qu'une image, décorant les boîtes de conserves exposées dans les écomusées de Bretagne, des Flandres ou d'ailleurs.

**Paul Galois**

## Pauvres patrons

Sophie Binet, la dirigeante de la CGT, a annoncé qu'elle est mise en examen pour « injure publique ». L'affaire remonte au 31 janvier 2025 quand Bernard Arnault, patron du groupe LVMH, avait estimé que le projet de surtaxe du gouvernement poussait les patrons à la délocalisation. Binet avait alors traité les grands patrons de « rats qui quittent le navire », disant que leur seul objectif était « l'appât du gain ». Il y avait là un jugement « négatif » aux yeux de Sophie de Menthon, présidente du

mouvement Ethic, qui a porté plainte.

Quand on voit le nombre de fermetures d'entreprises, l'aggravation de l'exploitation dans beaucoup d'autres, et la fuite des milliardaires vers les paradis fiscaux, il faut avoir les yeux braqués sur les cours de la Bourse pour l'ignorer, les oreilles bien sensibles au langage populaire pour s'en formaliser...ou être une organisation patronale liée à l'extrême droite comme le mouvement Ethic.

**Sylvie Maréchal**



# Hôpital de Riom : une destruction organisée

L'hôpital de Riom, dans le Puy-de-Dôme, dépend pour son fonctionnement du CHU de Clermont-Ferrand ; c'est un établissement de proximité, délégué. Après la fermeture de la maternité il y a plusieurs années, puis celle du laboratoire l'an passé, la menace pèse sur le service de cardiologie, alors que le service d'urgence vient d'être rebâti à neuf !

Depuis le 18 octobre, à la mobilisation du personnel et de la population, s'est ajoutée la promesse de la direction du CHU de Clermont d'assurer la présence d'un médecin cardiologue pour quatre demi-journées par semaine. La seule médecin cardiologue faisant fonctionner le service avait

donc repris sa démission, mais après un mois rien n'a changé et elle jette l'éponge, les rendez-vous organisés pour les patients extérieurs de cardiologie n'étant toujours pas honorés faute de médecin. Elle reste seule, toujours d'astreinte, pour répondre non seulement aux besoins des patients de

son service, mais aussi de ceux des autres services de l'hôpital comme de l'Ehpad attenant.

Comment éviter les risques, faire fonctionner le nouveau service d'urgence, le Samu, sans cardiologue ? À l'ARS, on répond : « il n'y a qu'à orienter les patients que vous ne pouvez prendre en charge vers Vichy ou Montluçon », à environ une heure de route... Cela signifie la fin du service de cardiologie. Au CHU de Clermont, à quelque 15 km de Riom, ce sont 130 lits qui vont être supprimés dans les différents services.

Ce CHU ne peut absorber l'activité de soins qui ne peut être réalisée à Riom.

L'hôpital de Riom est indispensable pour les habitants de la ville et des Combrailles... mais il est détruit petit à petit par les restrictions de personnel, les suppressions de services, les restrictions budgétaires. Avec 6 milliards en moins sur le budget de la santé, ce ne sont pas les bombes qui rasant les hôpitaux en France mais les économies pour alimenter le budget de la guerre !

Correspondant LO

## Dans les bulletins Lutte ouvrière



### L'hôpital réduit à faire la manche !

Le CHU de Limoges a décidé de regrouper les services impliqués dans la prise en charge des femmes victimes de violences dans une « Maison des femmes Santé » au Cluzeau et c'est une bonne chose.

Le CHU va la financer en partie sur ses fonds propres, mais vu la maigreur de la subvention publique, il est contraint d'avoir recours à un « emprunt citoyen » pour un million d'euros !

Le centre hospitalier d'Évreux dans l'Eure, a lancé un emprunt citoyen pour ouvrir 22 lits. L'hôpital de Fréjus dans le Var, a fait de même pour acquérir une gamma caméra.

Comme l'État réserve l'argent public à l'armée et au grand patronat, les hôpitaux en sont réduits à la mendicité.

Aux travailleurs  
du CHU Limoges

### OSNI = objet suspect non identifié

Une nouvelle note sur les objets délaissés entre en vigueur en janvier. En gros, pour être suspecte, la valise doit faire tic-tac et porter un message « je suis une bombe ».

Bref, ils voudraient qu'on roule quoi qu'il en coûte.

RATP réseau ferré

### Augmenter les salaires

Chez les facteurs, c'est la période des calendriers, un complément de revenu en cette fin d'année pour ceux qui en bénéficient.

Mais soyons clairs, après une journée de travail nous serions mieux à nous reposer qu'à frapper aux portes. Ce qu'il faut, c'est imposer l'augmentation des salaires. Ce n'est pas aux usagers à payer nos salaires, mais à la direction de La Poste.

Hôtel des Postes Nantes

## Énergie : la baisse du gaz s'évapore

Il paraît que, depuis le 1<sup>er</sup> décembre, les usagers du gaz, en particulier pour le chauffage, ont reçu une bonne nouvelle : le prix du kilowattheure baisse.

Il ne leur sera pas possible pour autant de s'offrir un restaurant, où il ferait un peu plus chaud. La baisse du kwh n'est visible qu'au troisième chiffre après la virgule ! Pour être précis, ce prix dit de référence, fixé par la commission de régulation de l'énergie, passe de 0,1032 euro en novembre à 0,1028 en décembre, et encore pour

ceux qui ont un contrat de chauffage ; si l'on n'utilise le gaz que pour la cuisine ou l'eau chaude, le prix est supérieur.

Mais de toute façon, il suffit de regarder la facture pour constater que la grosse dépense, pour toutes les familles, même les plus économes qui tentent de serrer au maximum leur budget énergie, réside dans

l'abonnement fixe, coûteux, et surtout dans la TVA qui s'élève à 20 % de celui-ci, depuis l'été. Comme si avoir accès au réseau du gaz était un luxe !

En dépit donc de la prétendue baisse de prix, les travailleurs qui habitent des passoires thermiques

vont devoir continuer à calculer au plus juste leurs horaires de chauffage, à accumuler les pulls, et à frissonner à la fin du mois. Sauf au cas où un bon coup de colère ne les réchauffe, contre les fournisseurs d'énergie et leur société !

Viviane Lafont

## Dassault – Cergy : visite commerciale à l'usine



Lundi 1<sup>er</sup> décembre, l'usine Dassault de Cergy, dans le Val-d'Oise, a reçu la visite de Zelensky, préparée dans le plus grand secret. Le quartier a donc été en état de siège toute une partie de la journée, avec police et gendarmes aux entrées de l'usine, des fouilles et un parking interne inaccessible.

Les travailleurs ont donc vécu un joyeux bazar. Ils n'ont su que le lendemain que le président

ukrainien, accompagné du ministre des Armées, était venu dans la soirée, vers 21 heures, faire un tour de l'usine, et avait été reçu par le PDG Trap-pier, après que les chiens renifleurs avaient préventivement inspecté les lieux.

On dit que l'argent n'a pas d'odeur mais la corruption, le militarisme et les profits de Dassault dégagent un triste fumet.

Correspondant LO

## Faillites record : les patrons protégés

L'association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, l'AGS, est un organisme patronal qui avance pendant un certain temps les salaires en retard et les indemnités de licenciements aux salariés dont l'entreprise est en faillite.

Se qualifiant elle-même « d'amortisseur social », l'AGS est alimentée par une cotisation patronale obligatoire, actuellement de 0,25 %. Or, en 2025, elle aura versé le montant le plus élevé de son histoire, depuis 1973, ce qui en dit long sur la crise économique. La grande majorité des faillites (85 %) a été le fait des très petites entreprises, comptant souvent un ou deux salariés.

Que les salariés reçoivent en partie au moins ce qui leur est dû, même en cas de faillite, est la moindre des choses. Et encore, de nombreuses conditions sont posées pour que ce soit le cas.

Mais ceux qui bénéficient vraiment de ce système sont les liquidateurs d'entreprises et les patrons ayant fait des profits pendant des années. Il n'est jamais question d'aller prendre sur les bénéfices passés ou les fortunes personnelles des capitalistes qui se déclarent en faillite. La récupération des avances faites par l'organisme de garantie ne peut se faire que sur l'entreprise elle-même, par la vente des stocks, des locaux, des machines, si toutefois ils lui appartiennent en propre.

Il serait donc plus juste d'appeler l'AGS « assurance garantie aux spéculateurs ».

E.G.



## Caterpillar : une grève face au bulldozer patronal

À l'annonce des miettes proposées par la direction lors des prétendues négociations salariales annuelles, une grève a éclaté, le 24 novembre, dans l'usine de la multinationale Caterpillar, à Échirolles, en banlieue de Grenoble.

Caterpillar fait partie du club très fermé des « Dividend Aristocrats » regroupant les 69 entreprises américaines qui augmentent chaque année – et ce depuis 25 années – les dividendes versés à leurs actionnaires.

La multiplication des guerres et la course aux minerais font que le carnet de commandes du leader mondial d'engins de chantier, de terrassement et autres bulldozers se remplit. La bulle de l'intelligence artificielle fait aussi les affaires de l'industriel, qui fabrique des groupes électrogènes de secours pour les centres de données. Les résultats financiers du troisième trimestre

sont même meilleurs que ne l'avaient anticipé les professionnels de la Bourse.

Le groupe aurait donc largement de quoi payer des salaires décents, mais il ne le fait évidemment pas. Avec l'intensification de la guerre commerciale, Caterpillar entend bien tout faire pour rester numéro un et donc continuer à choyer toujours plus ses actionnaires. Pour y parvenir, il durcit l'exploitation.

Cela s'est illustré lors des négociations salariales sur les sites de Grenoble et d'Échirolles. Globalement, sur neuf mois, chacun des 112 000 salariés que compte la multinationale à travers la planète lui a rapporté

20 000 dollars de bénéfice. La direction de Caterpillar France n'en a pas moins proposé une augmentation mensuelle de moins de 20 euros pour un ouvrier au smic – et ils sont nombreux dans ce cas.

Cette goutte de mépris patronal de trop s'ajoutait aux cadences toujours plus dures, au manque d'effectifs, à la vétusté des bâtiments et aux samedis collectifs imposés à la dernière minute à cause d'une production toujours plus chaotique. Lundi 24 au matin, les monteuses de l'atelier SFL ont donc décidé de poser les outils. Dans les autres ateliers, bien des travailleurs étaient contents de voir des ouvriers relever la tête et, au fil des jours, quelques-uns les ont rejoint. On a compté jusqu'à 80 grévistes, sur 800 ouvriers dans l'usine, et la grève a duré jusqu'au vendredi.



Les monteuses du principal sous-traitant du site ont, eux, été rapidement mis en congés, sans qu'ils aient leur mot à dire sur ce hold-up. Pour celui-ci, Daher, la production étant à l'arrêt, il était hors de question que les ouvriers soient payés à ne rien faire, cela est réservé aux capitalistes.

La direction de Caterpillar a finalement annoncé quelques euros supplémentaires... financés en

supprimant, à partir de 2027, la prime de ceux qui viennent à vélo ! Elle s'est aussi attaquée à une partie des congés de fin d'année et a imposé de nouveaux samedis obligatoires en décembre. Elle cherche ainsi à prendre sa revanche face à ceux qui ont osé lui tenir tête. Mais, si les grévistes n'ont pas gagné sur les augmentations, ils ont en tous cas affiché leur dignité.

Correspondant LO

## Auchan-Intermarché : manœuvres et mensonges

Deux ans après le dépeçage de près de 400 hypers et supermarchés Casino et leur partage entre Intermarché, Auchan et Carrefour, c'est au tour d'Auchan d'annoncer le passage sous enseigne Intermarché et Netto de ses 294 supermarchés.

11 400 salariés sont concernés, soit 20 % des effectifs du groupe. L'annonce, que beaucoup ont apprise par les médias, a immédiatement créé beaucoup d'inquiétude parmi les salariés. Et que dire de ceux des 98 supermarchés ex-Casino qui, en moins de trois ans, auront changé trois fois d'enseigne.

« Il n'y aura pas d'emplois supprimés », s'est empressé

de déclarer le directeur général d'Auchan face à cette inquiétude. Mais 2 400 emplois ont été supprimés en 2024 dans la branche hypermarchés. En mai dernier, 28 supermarchés, dont 16 ex-Casino, ont été fermés et les emplois supprimés. Il n'y a donc aucune raison de croire le patron aujourd'hui.

Le dirigeant d'Auchan affirme également que les 11 400 salariés resteront

« des collaborateurs », puisque, dans l'accord conclu avec Intermarché, il est prévu que le groupe restera propriétaire des murs et gestionnaire des magasins dans le cadre d'un contrat de franchise. Et c'est aussi ce qui inquiète les salariés.

Il est annoncé en effet que tous les magasins seront regroupés dans une « entité juridique dédiée ». Cela signifie en clair, pour les salariés, un basculement vers une nouvelle société. C'est exactement la situation que vivent depuis 2018, les travailleurs de Carrefour avec la mise en location-gérance de très nombreux magasins.

En réalité, ce que vient de décider Auchan confirme ce qui a commencé et s'amplifie, avec la disparition totale des magasins de grand format Casino, l'absorption des enseignes Cora et Match par Carrefour ou encore plus récemment la reprise par Intermarché et Leclerc des magasins en France de l'enseigne belge Colruyt.

Les richissimes actionnaires des grands groupes de la distribution, engagés d'un côté dans un bras de fer permanent avec les géants de l'industrie, se

battent comme des chiffonniers pour gagner quelques points de parts de marché et éliminer un concurrent. Ainsi, les magasins changent d'enseigne au gré des manœuvres des propriétaires des grandes chaînes

commerciales. Pourtant ceux-là ne sont rien sans les travailleurs des magasins, des entrepôts, des bureaux... qui font tout fonctionner et pourraient bien le leur rappeler.

Philippe Logier

## Airbus Helicopters Marignane : deux poids, deux mesures

Plusieurs dizaines de travailleurs d'Airbus Helicopters, l'un des géants mondiaux pour la production d'hélicoptères civils et militaires, seraient en passe d'être licenciés à l'usine de Marignane, près de Marseille.

La direction accuse ces travailleurs « d'utilisation frauduleuse de journées pour événements familiaux », journées qui sont des congés supplémentaires pour assister un enfant ou un parent malade. On les accuse d'une prétendue fraude sans égard pour les millions d'euros qu'ils ont rapportés collectivement ; ils seraient licenciés

comme des voleurs, eux qui ont travaillé à enrichir des gens qui n'ont jamais travaillé.

Quand, en 2020, l'ancien PDG d'Airbus Thomas Enders a été reconnu coupable de corruption, il a touché 36 millions d'euros de prime de départ, les actionnaires le remerciant de leur avoir fait gagner de l'argent... quelle qu'en ait été la manière.

Les mêmes qui remerciaient Enders licencient aujourd'hui des collègues, et c'est un message menaçant envoyé avant l'annonce du plan de compétitivité.

Correspondant LO





## La Poste – Île-de-France : **non à la flexibilité des horaires !**

**La Poste teste en ce moment sur quelques bureaux dans différentes régions un projet de flexibilité des horaires qu'elle envisage de généraliser si les résultats lui donnent satisfaction.**

« Trafic fort, les agents rentrent plus tard, trafic faible, les agents rentrent plus tôt », tel est le fil directeur du projet qui se place dans le plan général et continu de réduction des effectifs.

Un projet d'expérimentation, qui est l'extension d'un projet déjà en cours, a été signé à ce sujet en juillet dernier entre la direction et les syndicats, à l'exception de la CGT et de SUD, mais même ces organisations se sont bien gardées d'en informer les travailleurs. La Poste veut « *instaurer des organisations plus flexibles, capables de s'adapter au niveau d'activité* » avec des semaines « faibles » et des semaines « fortes ». On pourrait demander au salarié jusqu'à 44 heures par semaine sur

douze semaines consécutives, voire 48 heures pour une semaine prise isolément comme l'y autorise la loi El-Khomri, du nom d'un ministre du Travail sous la présidence de Hollande. En patron de combat, La Poste ne s'en prend pas seulement aux conditions de travail mais également aux conditions de vie.

Subir une modification des horaires de travail imposée par la direction est le lot de bien des travailleurs, mais à La Poste, lorsque des militants ont divulgué le projet, les premières réactions ont été l'inquiétude. Comment organiser désormais sa vie personnelle en dehors du travail avec ces horaires changeants, se demandaient beaucoup. Et certains ajoutaient : « *On se demande jusqu'où ils vont aller.* »

Les attaques fusent en effet de toutes parts. Les chauffeurs doivent signer un avenant à leur contrat de travail leur imposant d'exercer les activités « attachées à la fonction supply chain ». La direction affirme que cela ne changera rien, mais la méfiance règne. Si tel est le cas, pourquoi la direction met-elle tant d'acharnement à le faire signer ? Pourquoi promet-elle une prime à ceux qui le feront et menace-t-elle de retirer de la conduite ceux qui refusent ? Quels seront les horaires, les conditions et la charge de travail ? Il y a bien longtemps qu'à La Poste les chauffeurs ne transportent plus seulement du courrier, mais des fauteuils, des plateaux-repas pour les personnes âgées, des batteries de vélo ou autres. La Poste se targue en effet de devenir le « *premier opérateur du premier et du dernier kilomètre* ».



LA POSTE

À Paris, une autre attaque est en cours. Certaines des tournées de facteurs viennent d'être réorganisées sur le modèle de ce qui existe déjà en banlieue où les habitants ne reçoivent leur courrier qu'un jour sur deux. C'est une façon de préparer une nouvelle saignée des effectifs.

La Poste, société anonyme à capitaux d'État, emploie des méthodes analogues à celles de toutes les entreprises du pays avec le même objectif : maximiser ses profits pour surnager dans la guerre que se livrent les capitalistes. Il

lui faut pour cela sabrer les effectifs dans les secteurs moins rentables comme le courrier et surcharger de travail ceux qu'elle emploie dans les domaines qu'elle juge susceptibles de croissance comme la logistique. Cette bataille, La Poste la mène avec la peau des travailleurs, quelle que soit leur nationalité, y compris quand ils sont sans papiers. Dans la lutte générale nécessaire contre l'offensive menée par les capitalistes et leur État, les travailleurs de La Poste ont toute leur place.

**Correspondant LO**

## CGI – Bordeaux : la santé des salariés prend l'eau

**Au début du mois de novembre, de nouveaux bureaux du site CGI de Bordeaux ont été inondés. Mois après mois, depuis plusieurs années, les locaux de cette entreprise de sous-traitance informatique se dégradent, l'eau s'infiltre du toit et gagne les étages du bâtiment.**

Cela concerne des dizaines de salariés dont le sort a varié en fonction des périodes : passage en télétravail le temps que cela sèche, réaffectation sur d'autres open spaces ou encore poursuite du travail sur les plateaux sous les fuites, au milieu des seaux et des bâches ! Aux salariés qui s'étonnaient, la direction a

dit que la faute incombait au bailleur qui ne voulait pas faire les travaux, amenant cette plaisanterie fréquente du côté des employés : « Le seul ruissellement qu'on voit à CGI, ce n'est pas pour les salaires, ce sont les fuites d'eau au troisième ! »

Des employés ont maintenant commencé à protester et à reposer le problème,

pas seulement des travaux, mais aussi des impacts sur la santé. Des mois, voire des années, passés pour certains dans des locaux humides, la laine de verre à nu ballottant au gré de la climatisation, cela a de quoi inquiéter. Il en est de même de la moquette mouillée en permanence et des dalles de plafond, gorgées d'eau, qui tombent sur les bureaux. Personne n'est serein à propos de l'air qu'il respire. Au troisième étage, des employés se plaignent des odeurs de moisissures.

Une pétition a vu le jour pour demander une expertise, puis un droit d'alerte a été déposé. La direction a fini par interdire, en urgence, l'accès aux endroits concernés ! Alors que les chefs répétaient à qui mieux mieux que s'il y avait le moindre danger, il y a longtemps que la direction aurait fait le nécessaire, les salariés ont appris qu'en réalité, aucune étude n'a été réalisée. Il a fallu leur intervention pour que les dirigeants daignent s'inquiéter de leur sort.

Les travaux qui viennent d'être annoncés vont entraîner l'arrêt du chauffage pendant plusieurs mois,

et cela en plein hiver. Il y aura des radiateurs d'appoint dans les bureaux. En même temps, les salariés du site ont appris que la toiture souffrirait des dépôts de kérosène largué par les avions qui atterrissent à l'aéroport situé à quelques kilomètres.

La santé, c'est l'affaire de tous mais la direction rend tous ses documents confidentiels. Beaucoup d'employés demandent des comptes et certains prévoient de s'inviter directement à la réunion prévue avec les élus locaux. Ils ont toutes les raisons de ne faire aucune confiance à leurs dirigeants !

**Correspondant LO**



CGI

## Air France : il est temps de casser la tirelire

Air France, en 2024, avait mis de côté 28 millions de cash-flow. En 2025, cette cagnotte passe à un milliard quatre cents millions, soit une augmentation de 50 fois plus

en un an. Et il n'y aurait pas d'argent pour réévaluer les salaires ?

**Bulletin Lutte Ouvrière Air France Orly Nord-Villeneuve**



ArcelorMittal : nationaliser ou exproprier ?

Le 27 novembre, profitant de leur niche parlementaire, les députés LFI ont fait adopter un projet de loi pour nationaliser ArcelorMittal par rachat de toutes ses actions au prix du marché, soit quelque 3 milliards d'euros.

Ce vote, par 148 voix de la gauche, l'abstention du RN et l'opposition de 40 députés macronistes, est surtout symbolique. Rejeté par le gouvernement, le projet n'a quasiment aucune chance d'être définitivement adopté. Son vote a pourtant été présenté comme « une victoire historique » par les députés de toute la gauche qui se prévalaient du soutien de 200 délégués syndicaux et quelques travailleurs du groupe Arcelor – qui en compte 15 000 dans le

pays – rassemblés devant l'Assemblée. On peut comprendre que des travailleurs, inquiets pour l'avenir après les 600 suppressions d'emplois annoncées par Arcelor-Mittal en avril dernier, avec des indemnités très faibles, cherchent un moyen de préserver leur avenir. Mais tous ceux, parmi les dirigeants politiques ou syndicaux, qui présentent la nationalisation comme une solution, mentent aux travailleurs, sèment des illusions et font diversion.

S'il y a un secteur industriel où la classe ouvrière a payé au prix fort l'arnaque des nationalisations, mises en œuvre par des gouvernements de droite puis de gauche, c'est bien la sidérurgie. Au début des années 1980, l'État a nationalisé les groupes Usinor et Sacilor confrontés à la chute de leur taux de profit et à la crise économique. Pour les actionnaires, en premier lieu la famille de Wendel, les nationalisations opérées en 1981 sous l'égide de la gauche, avec Mitterrand à l'Élysée, Mauroy à Matignon, et la complicité de ministres du PCF, ont été un miracle. Des installations vieillissantes ont été

rachetées par l'État au prix fort, permettant à cette vieille famille bourgeoise de réinvestir ses capitaux, sans la moindre perte, dans des secteurs bien plus profitables par le biais de son fonds d'investissement. Pour les travailleurs, la nationalisation fut une saignée. L'État s'est chargé de supprimer des dizaines de milliers d'emplois, de restructurer le secteur, notamment en fusionnant Usinor et Sacilor, en fermant des usines, ruinant des villes entières comme Longwy en Lorraine ou Denain dans le Nord. En vingt ans, entre 1976 et 1995, les effectifs de la sidérurgie sont ainsi passés de 157 000 à moins de 40 000. Après avoir fait le sale travail et financé des investissements coûteux que les capitalistes ne voulaient pas faire, en 1995 l'État a privatisé de nouveau le groupe Usinor-Sacilor, racheté dix ans plus tard par Mittal. Jean-Luc Mélenchon, admirateur de Mitterrand, Aurélie Trouvé, rapporteure de son projet pour LFI et Sophie Binet pour la CGT, qui ont vanté cette loi devant l'Assemblée, ne peuvent ignorer que ces années de politiques publiques visant à sauver la mise aux capitalistes privés ont entraîné



la désolation de régions entières. En le passant sous silence, ils mentent aux travailleurs. Mais ils font pire : en présentant la nationalisation comme un moyen de « renforcer la souveraineté industrielle de la France et sa capacité à produire de l'acier », ils enchaînent les travailleurs derrière leurs exploiters et ils alimentent la campagne nationaliste et protectionniste en cours. Pour faire voter sa loi, Aurélie Trouvé a même apporté sa pierre à la propagande guerrière en déclarant « l'acier, il y en a partout, dans la défense nationale, dans les automobiles [...] dépendre de pays tiers est inimaginable ». Pour se défendre face aux menaces, les travailleurs ne peuvent sûrement pas compter sur un État au service de la bourgeoisie. Xavier Lachau



Manifestation de sidérurgistes devant le commissariat de Longwy en février 1979.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie Lutte ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dues à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148 108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de : Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet  
www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia  
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



# Venezuela : menaces guerrières

Trump a annoncé le 29 novembre que l'espace aérien au-dessus et autour du Venezuela devait être considéré comme fermé. Ne sachant pas si cela signifiait l'imminence d'une intervention militaire américaine, des compagnies aériennes ont immédiatement annulé leurs vols par prudence.

Cette sortie de Trump, comme d'autres égrenées au fil des semaines sur de possibles bombardements ou débarquements sur les plages vénézuéliennes, fait partie de la pression grandissante qu'exerce l'impérialisme américain. Trump accuse Maduro, le président du Venezuela, d'être à la tête du présumé « cartel des soleils », les soleils étant les étoiles que les généraux vénézuéliens portent sur leur uniforme.

L'accusation de narcotrafic et de terrorisme sert à encourager le renversement d'un gouvernement qui n'est pas aligné sur Washington. C'est la justification donnée au rassemblement d'une flotte militaire considérable, avec porte-avions, dans la mer des Caraïbes. En même temps, sur les bases américaines de Porto Rico et de Guantanamo, à Cuba, des missiles sont préparés ainsi que des troupes prêtes à débarquer.

Depuis trois mois, la marine américaine a coulé 21 bateaux accusés sans preuve de transporter de la drogue et tué 83 personnes, dont au moins quelques pêcheurs colombiens, touchés même s'ils se trouvaient le long des côtes du Pacifique, bien loin du Venezuela.

Aux yeux du public américain, et particulièrement de l'électorat qui a pu croire à ses paroles de paix, Trump justifie cette escalade guerrière en avançant que chaque bateau coulé « sauve la vie de 25 000 Américains » menacés par la drogue.

Récemment la presse des États-Unis a révélé que, le 2 septembre, la marine américaine avait endommagé un bateau en tirant un premier missile et qu'ensuite, ayant capté l'appel à l'aide de deux survivants blessés, elle les avait achevés en tirant plusieurs autres missiles. Ces révélations ont mis en difficulté le Pentagone puisque son



Les États-Unis ont envoyé leur plus gros porte-avions, l'USS Gerald R. Ford, en mer Caraïbe.

propre manuel stipule que « les militaires doivent refuser d'appliquer des ordres en violation avec les lois de la guerre. Par exemple l'ordre de tirer sur des naufragés serait clairement illégal. »

Trump ne s'arrête évidemment pas à ces considérations et soutient ses généraux et son ministre de la Guerre. Il a décrété que les civils présents sur les bateaux coulés étaient des « combattants ennemis » et que les États-Unis étaient « formellement » en guerre contre les cartels de la drogue. Peu importe que le droit de déclarer la guerre appartienne au Congrès et pas au président.

Bien plus qu'au problème de la drogue,

l'impérialisme américain s'intéresse aux immenses gisements d'hydrocarbures du Venezuela, estimés à 20 % des réserves mondiales. Or, depuis 25 ans, suite à l'accession au pouvoir de Chavez, suivi après sa mort de Maduro, les compagnies pétrolières américaines ne contrôlent plus entièrement ce pactole potentiel. Les dirigeants des États-Unis lorgnent sur ce pétrole et ont bien souvent manœuvré pour mettre au pouvoir des politiciens vénézuéliens à leur main.

C'est peut-être à ce sujet que Trump et Maduro ont récemment communiqué par téléphone, bien que le premier ait promis 50 millions de dollars pour des

informations menant à l'arrestation du second.

Entre menaces militaires ouvertes, pressions diplomatiques plus discrètes et peut-être discussions secrètes sur le partage de la manne pétrolière, Trump entretient l'incertitude sur le proche avenir. La population vénézuélienne, quelle que soit son opinion sur le régime autoritaire de Maduro, ne peut rien attendre de bon de cette crise, sinon peut-être des bombardements, un appauvrissement supplémentaire du fait d'un pillage plus direct du pétrole par les multinationales américaines, voire les affres d'une véritable guerre.

Lucien Détroit

## Honduras : Trump et son ami le trafiquant

« Il a été traité de manière très dure et injuste », a déclaré Trump avant de gracier le 30 novembre l'ancien président du Honduras, Juan Orlando Hernandez, incarcéré aux États Unis depuis 2024.

Hernandez commençait juste à purger sa peine après avoir été condamné à 45 ans de prison par un tribunal de New York. Il avait été reconnu coupable d'avoir utilisé l'armée et la police honduriennes pendant son mandat pour acheminer vers le Nord des cargaisons

de drogue en provenance de Colombie, transformant ainsi son pays en « autoroute de la drogue », en étroite collaboration avec le cartel mexicain de Sinaloa et son parrain « El Chapo » Guzmán.

Cette grâce présidentielle intervient au moment

même où Trump laisse planer le doute sur une intervention militaire au Venezuela, en vue de faire chuter le président Maduro, dénoncé comme un trafiquant de drogue.

Trump se permet tout, c'est certain, mais il n'est pas fou. Il entend mettre au pas tous les régimes d'Amérique centrale et du Sud et cela passe, au Honduras, par le soutien appuyé, quelques jours avant le premier tour des élections présidentielles, au candidat de droite du Parti national, de l'ancien président condamné.

Depuis 2022, le Honduras, petit pays d'Amérique centrale de 11 millions d'habitants, où quelques riches familles dominent une population dont les deux tiers vivent en dessous du seuil de pauvreté, est en effet gouverné par la gauche. La présidente sortante, Xiomara Castro, a apporté son soutien à plusieurs reprises à Maduro et critiqué la politique

impérialiste des États-Unis. En réponse aux expulsions récentes de migrants honduriens par Trump, elle a même menacé de fermer la base américaine de Soto Cano, centre de toutes les activités anticomunistes des États-Unis dans la région depuis les années 1980, ayant notamment servi de base arrière aux Contras nicaraguayens.

Avant même de gracier l'ancien narco-président, Trump a menacé de suspendre toute aide financière au Honduras si « son » candidat, celui du Parti national, Nasry Asfura, n'était pas élu. Il a déclaré que si « Asfura remporte l'élection présidentielle au Honduras, les États-Unis lui accorderont tout leur soutien, car ils ont une grande confiance en lui » et qu'il ne pourrait pas travailler avec la candidate de gauche, l'ancienne ministre Rixi Moncada « et les communistes ».

Dans un pays où un tiers des revenus proviennent

des « remesas », les envois d'argent des migrants travaillant aux États-Unis à leur famille, le chantage a pu fonctionner. La gauche semble avoir été distancée par les deux candidats de droite, arrivés en tête au coude-à-coude, alors que seuls un peu plus de la moitié des bulletins avaient pu être dépouillés 48 heures après le scrutin. Il faut dire qu'une vidéo récente montrait les liens de la famille de la présidente de gauche – elle aussi – avec les principaux cartels.

L'utilisation du prétexte de la lutte contre la drogue pour s'attaquer aux mouvements de gauche n'est pas nouvelle. C'était déjà le cas avec le « plan Colombie » dans les années 2000, pour éliminer la guérilla des FARC. Loin de lutter contre les cartels, les dirigeants américains les avaient en fait renforcés.

Antoine Ferrer

TS&T WILLIAM KIMBLE



Air Force Village, sur la base aérienne de Soto Cano, au Honduras.